

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

ALFRED NEYMARCK

Les émissions et remboursements en 1896 d'obligations de chemins de fer

Journal de la société statistique de Paris, tome 38 (1897), p. 168-170

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1897__38__168_0

© Société de statistique de Paris, 1897, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/legal.php>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV.

LES ÉMISSIONS ET REMBOURSEMENTS EN 1896 D'OBLIGATIONS DE CHEMINS DE FER.

I.

Voici notre statistique habituelle des émissions, prix de vente et remboursements d'obligations de chemins de fer pendant l'exercice écoulé. Le tableau suivant indique le nombre d'obligations vendues en 1896, le montant produit par ces ventes, le prix moyen de vente par obligation, le nombre d'obligations amorties, le total de ces amortissements :

Noms des compagnies.	Nombre d'obligations vendues.	Montant produit par ces ventes. Fr.	Prix moyen de vente.	Nombre d'obligations amorties.	Montant des remboursements d'obligations. Fr.
Est. . . .	7 113	3 346 381,98	470,46	31 479 (1)	16 301 900 (1)
Midi . . .	58 920	27 618 004,25	468,737	18 308 (2)	9 021 500
Nord . . .	{ 11 288 3 0/0 } { 7 164 2 1/2 }	8 608 690,61	{ 477,201 449,755	25 879 »	12 723 000 »
Lyon . . .	{ 31 134 3 0/0 } { 33 162 2 1/2 }	29 524 713 »	{ 472,0429 447,1421	69 919 »	38 014 375 »
Orléans . .	24 802 2 1/2	10 950 209 »	411,40	34 663	17 443 250
Ouest . . .	38 647	18 251 701,89	472,345	30 825	15 412 500
	212 230	98 302 703,73		211 073	108 916 525

Il résulte de ces chiffres que :

1° Le nombre d'obligations 3 p. 100 et 2 1/2 p. 100 vendues pendant l'année 1896 a été à peu près égal à celui des obligations remboursées; mais les compagnies ont remboursé 109 millions en chiffres ronds et ont émis seulement pour 98 millions d'obligations.

Ce fait avait commencé à se produire l'an dernier : il justifie et confirme les prévisions que nous avons depuis longtemps émises et explique la hausse et la faveur croissante des

(1) Sur l'ensemble des obligations émises.

(2) Dont 265 avant émission.

obligations de chemins de fer : *les porteurs d'obligations remboursées font emploi de leurs fonds sur des obligations de même nature.*

2° En 1895, la Compagnie d'Orléans avait seule émis des obligations 2 1/2 p. 100; en 1896, les Compagnies de Lyon et du Nord ont commencé à placer de ces titres à leurs guichets.

En 1895, il avait été placé, par la Compagnie d'Orléans, 25 864 obligations 2 1/2 p. 100 au prix moyen de 421 fr. 11 c.

En 1896, il a été placé :

24 802 obligations 2 1/2 par la Compagnie Orléans au prix moyen de 441 fr. 40 c.				
33 162	—	—	de Lyon	— de 447 fr. 1421.
7 164	—	—	du Nord	— de 449 fr. 755.

65 128 obligations 2 1/2 ont été vendues par ces trois compagnies à un prix variant de 441 à 449 fr. en chiffres ronds.

3° Le nombre total d'obligations 3 p. 100 vendues par les Compagnies de l'Est, du Midi, de Lyon, de l'Ouest, s'est élevé à 212 230 titres contre 208 958 en 1895.

4° Le prix moyen de vente des obligations 3 p. 100 a varié de 477 fr. 201 au plus haut à 468 fr. 737 au plus bas. En 1895, le plus haut cours de vente avait été de 478 fr. 455; le plus bas de 470 fr. 0126. Cette différence est peu importante étant donnée l'influence que toutes les menaces d'impôts sur *le* ou sur *les* revenus ont pu exercer sur les cours de ces valeurs.

5° Il a été remboursé, en 1896, 211 073 obligations diverses.

Le montant de ces remboursements se chiffre par	108 916 525 ^f , »
Le montant des ventes d'obligations ayant été de	98 302 703 ,73
L'excédent des remboursements sur les ventes est de	<u>10 613 821^f,27</u>

II.

Depuis 1885, le prix moyen de vente des obligations a été le suivant :

Années.	Est.	Midi.	Nord.	Lyon.	Orléans.	Ouest.
1885. . .	371,45	376,12	384,22	376,08	377,67	376,318
1886. . .	380,09	385,10	398,40	384,318	384,91	385,334
1887. . .	382,07	391,82	395,25	385,263	392,57	390,22
1888. . .	390,25	398,73	401,547	400,306	399 »	396,71
1889. . .	395,12	408,856	411,52	408,91	404 »	405,60
1890. . .	416,07	425,34	437,05	428,25	433,65	430,79
1891. . .	439,48	445,56	443,41	443,49	443,45	442,502
1892. . .	447,51	454,397	454,48	455,2068	457,318	458,668
1893. . .	451,53	460,139	461,339	458,2581	457,37	457,57
1894. . .	454,92	459,45	462,985	461,415	460,842	461,778
1895. . .	471,02	(1)	478,455	475,42	473,87	470,0126
1896. . .	470,46	468,737	477,201	472,0429	(2)	472,345

Voici également, depuis 1885, le relevé des obligations vendues par les compagnies et le total du prix de vente :

Années.	Obligations vendues.	Total du prix de vente. Fr.	Années.	Obligations vendues.	Total du prix de vente. Fr.
1885. . .	750 752	283 656 206,02	1891. . .	340 510	150 750 641,54
1886. . .	873 992	336 005 657,15	1892. . .	420 153	191 020 388,80
1887. . .	434 396	168 463 646,41	1893. . .	557 024	254 599 419,31
1888. . .	496 743	197 229 253,81	1894. . .	408 541	188 086 629,18
1889. . .	575 926	232 754 566,15	1895. . .	208 958	97 429 231,81
1890. . .	463 484	198 776 709 05	1896. . .	212 230	98 302 703 73

(1) En 1895 la Compagnie du Midi n'a pas vendu d'obligations.

(2) En 1896 la Compagnie a cessé de vendre des obligations 3 p. 100.

Rappelons également que le nombre d'obligations amorties a été :

En 1892, de 177 290 pour un capital de.	92 896 500 fr.
En 1893, de 184 333 —	95 451 475
En 1894, de 197 721 —	101 643 475
En 1895, de 202 643 —	104 470 175
En 1896, de 211 073 —	108 916 525

III.

Depuis 1885, les six grandes compagnies de chemins de fer ont placé sans bruit, suivant les demandes qui étaient faites à leurs guichets, dans les gares, ou à la Bourse, près de 2 milliards et demi d'obligations, soit plus de 200 millions par an, en moyenne.

Elles ont effectué ces placements à des prix qui, chaque année, ont été sans cesse en s'augmentant; aujourd'hui, elles émettent des obligations 2 1/2 p. 100 70 fr. plus cher, en moyenne, qu'elles ne vendaient, en 1885, des obligations 3 p. 100. En 1885, en effet, le prix moyen de vente des obligations 3 p. 100 variait de 384 fr. 22 c. au plus haut à 371 fr. 45 c. au plus bas. Aujourd'hui, les obligations Orléans 2 1/2 p. 100, Lyon 2 1/2, Nord 2 1/2, Est 2 1/2, Midi 2 1/2 p. 100 se négocient entre 447 et 453 fr.

Le crédit des compagnies — ces chiffres le prouvent — s'est développé et affirmé. Il marche de pair avec celui de l'État. Les rentes et les obligations de chemins de fer sont les placements que l'épargne recherche dans les temps calmes et où elle se réfugie, avec plus d'empressement encore, pendant et après les crises.

Ce crédit est un merveilleux instrument de progrès. Il a permis de donner à nos voies ferrées l'extension désirable; le réseau de la France, qui était au sixième rang avant la guerre, est passé maintenant au second rang. Il a permis de réduire le prix des transports des personnes et des marchandises et, par là, de rendre service au pays tout entier.

Nous ne saurions trop répéter qu'il faut éviter, avec un soin vigilant, de risquer de le compromettre par des attaques imprudentes, par des réductions de tarifs insuffisamment étudiées, par des mesures fiscales qui éloigneraient l'épargne tranquille de placements qu'elle recherche et qu'elle estime à l'égal de nos fonds publics.

L'État sera un jour propriétaire, sans bourse délier, de cet immense réseau, qui vaut, à l'heure actuelle, d'après les cours cotés à la Bourse, 19 à 20 milliards, soit, à trois milliards près, le montant de la dette consolidée 3 p. 100 et 3 1/2 p. 100. Il a fait des avances, au titre de la garantie d'intérêts, productives d'un revenu de 4 p. 100; cet intérêt est d'autant plus excessif aujourd'hui que les compagnies peuvent emprunter, amortissement compris, à environ 3 1/2 p. 100. Ces avances, au fur et à mesure qu'elles seront remboursées, constitueront de véritables amortissements ou excédents budgétaires, et le jour où l'État en désirera le remboursement, il n'aura qu'un mot à dire : grâce à la faveur dont jouissent leurs obligations, les compagnies pourront rembourser, avec la plus grande facilité, les sommes dont elles sont débitrices envers lui et dont les intérêts leur coûtent plus cher que si elles empruntaient directement au public.

Alfred NEYMARCK.